

**BOUCHOUAREB AFFIRME QU'IL SERA ÉLARGI À LA FISCALITÉ****Le droit de préemption n'a pas été abandonné**

**Le droit de préemption de l'Etat en cas de cession d'actifs à des tiers a-t-il été abandonné ? Non, affirmait hier le ministre de l'Industrie et des Mines qui évoque son élargissement à la fiscalité.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - En marge d'une rencontre économique algéro-suisse à l'hôtel Hilton, Abdesselam Bouchouareb a récusé les assertions exprimées ici et là et selon lesquelles cette disposition légale, voire la souveraineté nationale, auraient été abandonnées. Des assertions infondées, révélant peut-être le fait que «les gens ne savent pas lire», considérera le ministre de l'Industrie.

«Jamais. Le droit de préemption n'a pas été abandonné. A contrario, il a été renforcé, clarifié» dans le cadre de la prochaine loi sur l'investissement, assure Abdesselam Bouchouareb.

«Nous avons même mis en place le droit de préemption fiscal», indique-t-il. Expliquant que l'ancien texte ne prévoit aucune disposition au cas où l'Etat «délaïsse» le droit de préemption et que l'opérateur minore la valeur du bien, le ministre de l'Industrie indiquera qu'une mesure a été introduite et qui donnera le droit à l'administration fiscale «de revenir une année après avoir délaïssé ce droit» pour vérifier s'il y a eu minoration et le cas échéant, de reprendre le bien avec une majoration de 10%.

Par ailleurs, Abdesselam Bouchouareb a indiqué qu'une importante superficie foncière sera progressivement distribuée dès le début de l'année prochaine aux investisseurs. Il s'agit de 8 700 hec-

tares qui seront distribués, dans le cadre de la réalisation de 39 parcs industriels et pour lesquels des permis à lotir ont été libérés.

**Les importations automobiles diminueront de 2 milliards de dollars**

Sur un autre plan, le ministre de l'Industrie escompte une importante réduction de la facture d'importation de véhicules d'ici la fin de l'année. Selon un bilan des 10 premiers mois de 2015, présenté récemment devant les membres de la Commission finances et budget de l'APN, Abdesselam Bouchouareb constate que les importations ont diminué «en volume de 100 000 véhicules mais aussi en valeur de 1,565 milliard de dollars».

Ainsi, «nous sommes en train d'aller vers un objectif en fin d'année qui tournera autour de 2 milliards de dollars et de 150 000 véhicules en moins», escompte le ministre de l'Industrie. «Quand vous analysez ces chiffres, vous constaterez que le nombre a diminué certes, mais les mesures mises en place pour lier les concessionnaires directement aux fabricants ont permis de limiter la hausse de facturation», relèvera M. Bouchouareb.

Au-delà du fait que la baisse de la valeur dépasse celle du volume, le ministre de l'Industrie considérera

que les mesures édictées à travers le décret exécutif et le cahier de charges régissant l'activité des concessionnaires automobiles «commencent à apporter leurs fruits». Voire, «le marché est bien encadré, bien organisé et les professionnels seront les seuls au service du citoyen, du client», dira le ministre. Concernant la régulation du marché de l'occasion, Abdesselam Bouchouareb indique qu'«un groupe de travail a été mis en place qui œuvre depuis plus de quatre mois en vue d'organiser ce marché de façon similaire à celle du neuf». Comme le ministre de l'Industrie indiquera qu'«une réflexion est en cours concernant d'autres segments liés à l'automobile».

**Bouchouareb incite la Suisse à développer les investissements directs**

Lors de cette rencontre organisée par l'ambassade de Suisse en Algérie, la Chambre de commerce et d'industrie Suisse-Algérie et le Forum des chefs d'entreprises (FCE), et en présence de la Secrétaire d'Etat à l'économie du département fédéral helvétique de l'économie, de la formation et de la recherche, Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch, Abdesselam Bouchouareb avait invité les entreprises suisses à «s'impliquer davantage» dans la stratégie de relance de l'industrie nationale et de stimulation de l'investissement.

Et ce, considère-t-il, dans le contexte économique actuel et d'autant que le pays du lac Léman est «un partenaire important pour l'Algérie».

Or, si les deux pays entretiennent d'excellentes relations politiques», les relations économiques doivent être renforcées, estimera le

ministre de l'Industrie. Certes, Abdesselam Bouchouareb note une représentation économique helvétique importante et diversifiée sur le plan commercial. Il relèvera ainsi que «les grands groupes suisses dans l'agro-industrie, l'automatisation et l'énergie, la grande distribution, le pharmaceutique et l'équipement médical, la chimie, le bâtiment et les matériaux de construction, le transport ou encore l'horlogerie, le consulting et la formation sont peut-être discrets, mais je puis vous l'assurer ils font de bonnes affaires en Algérie».

Toutefois, le ministre de l'Industrie souhaite que «la réussite commerciale s'engage résolument sur la voie de l'investissement», à «transformer la présence économique en investissements directs».

Mais aussi d'inciter les investisseurs suisses à développer le transfert de leur «excellence» et maîtrise technologique et à profiter de la vocation de l'Algérie en tant que «hub», «passerelle» vers les marchés de l'Afrique et de toute la région. En ce sens, il considérera que cette rencontre constitue l'opportunité pour les opérateurs des deux pays de «se connaître, de discuter et de concrétiser enfin».

Une invite à laquelle l'officiel suisse, M<sup>me</sup> Ineichen-Fleisch répondra positivement, lors d'une brève allocution, en appelant les entreprises des deux pays à passer à la concrétisation de «premiers contrats» dans les prochaines semaines ou mois.

**Haddad dresse un constat négatif de la coopération**

Ce qui permettra de booster davantage la coopération économique et industrielle, au-delà des simples échanges commerciaux. Ce

que le président du FCE, Ali Haddad, considérera également opportun, invitant à transcender le commercial et à cibler les secteurs économiques «porteurs» et exprimant sa conviction que «nous pouvons, nous devons faire plus et mieux».

En fait, le président de l'importante association patronale déplorera le fait que «le taux du nombre d'entreprises suisses installées en Algérie ne dépasse pas 0,5% du total des entreprises étrangères en Algérie : entre 26 et 34 unités dans la période 2011-2014».

Ali Haddad indiquera également que «même s'il a augmenté de 38% de 2011 à 2014 avec respectivement 858 millions de dollars et 1,2 milliard de dollars, le niveau des échanges commerciaux avec la Suisse reste très timide».

Ainsi, les exportations algériennes vers la Suisse, essentiellement hydrocarbures (huiles de pétrole et du gaz liquide), ont connu une baisse drastique de 86% : de 257 millions de dollars en 2011, elles ont chuté à 9 millions de dollars et 1 million de dollar respectivement en 2012 et 2013 ; Puis une légère reprise en 2014 avec 35 millions de dollars».

A contrario, «les importations algériennes de Suisse ont presque doublé (90,5%) : elles sont passées respectivement de 601 millions de dollars à 1,145 milliard de dollars», note le président du FCE. D'où l'invite à «considérablement inverser la tendance actuelle à la fois de nos échanges commerciaux et la nature de nos partenariats d'affaires».

En ce sens, il assure que le FCE est «pleinement disposé pour apporter aux entreprises suisses toute la visibilité et tout l'appui dont elles auront besoin sur notre marché».

C. B.

**ORAN****Premier anniversaire de l'usine de Renault Algérie Production**

**C'est au mois de décembre 2012 que le contrat avait été signé entre les deux parties algérienne et française pour la création de l'usine Renault Algérie Production à Oran implantée à Oued Tlélat. Le 10 novembre 2014 la première usine automobile en Algérie, Renault Algérie Production a été inaugurée par le Premier ministre Abdelmalek Sellal. Un an plus tard, l'heure était hier au bilan et aux perspectives d'avenir.**

**Amel Bentolba - Oran (Le Soir)** - Pour Guillaume Josselin, P-dg de Renault Algérie, il s'agit là d'un sentiment de fierté d'avoir relevé et réussi le challenge. Tout en se félicitant qu'au mois de septembre, l'usine Renault Algérie Production est parvenue à atteindre son 10 000<sup>e</sup> véhicule, l'intervenant a fait savoir que d'ici la fin de l'année, ce chiffre sera doublé. Il déclare : «En Algérie, Renault a atteint 33,6% de parts de marché sur les dix premiers mois de 2015, contre 26,2% en 2014. Ce qui nous propulse au rang d'acteur économique». Présentant les bilans et perspectives de l'usine, Bernard Sonilhac, PDG de Renault Algérie Production, a rappelé que l'usine a commencé avec 250 personnes relevant des ressources humaines et qu'aujourd'hui, ils sont 501 collaborateurs. Avec 3 000 collaborateurs, il a exprimé sa fierté du taux de féminisation de 36% qui est l'un des plus élevés dans l'industrie automobile, précise-t-il. Reprenant la parole, Guillaume Josselin, P-dg de Renault Algérie, dira qu'à la fin d'octobre 2015, 14 000 unités de Renault Symbol Dernaha Djazairia ont été fabriquées à l'usine d'Oued Tlélat. La version «Made in Bladi» s'est vendue à près de 12 000 unités dont 95% représentent des ventes à des clients particuliers. Et de préciser à ce sujet «contrairement à ce qui se dit ça et là, seuls 5% des ventes sont réalisées avec des entreprises publiques. Ne croyez pas toutes les fables, l'Etat algérien n'est pas venu au secours de Renault Algérie». Durant cette cérémonie qui s'est voulue sobre, il a été annoncé qu'afin de fêter le premier anniversaire de Symbol «Made in Bladi», Renault Algérie lance une série limitée exclusive «Miladi» en utilisant pour la première fois un badging en arabe. Sur le volet de la sous-traitance, en complément de Juktal, trois nouveaux sous-traitants accompagnent le développement de l'intégration locale. Il s'agit de Martur Algérie : pour la fourniture de sièges, dès janvier prochain. Sitel : fournira une collection de 10 câblages à partir de fin 2016 et Sarel : fournira une trentaine de pièces plastiques, début 2017. Concernant l'équipement des véhicules en GPL, l'on saura que Renault Algérie estime qu'il s'agit là d'une bonne orientation, toutefois, elle a demandé des précisions à ce sujet, et ce même si à son niveau il existe un stock de véhicules équipés. «Les incitations ne sont pas suffisantes pour orienter le client à en faire la demande». S'agissant du crédit à la consommation, Renault Algérie reçoit sur le 1/4 de ses appels de citoyens des questions relatives à ce sujet et auxquelles elle n'a pas de réponse «on nous dit que c'est imminent mais c'est une décision qui ne nous appartient pas», dira Guillaume Josselin.

A. B.

**SID-AHMED FERROUKHI :****«La sécurité alimentaire passe par un appui plus efficace aux opérateurs économiques»**

**Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid-Ahmed Ferroukhi, a présidé, hier, au siège de son département, les travaux d'un atelier de réflexion sur l'innovation et le transfert technologique dans l'agriculture.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Cette rencontre s'est voulue une étape «où les différents acteurs du terrain partagent les différentes expériences menées par des institutions, des opérateurs économiques, des agriculteurs ou des éleveurs pris dans le sens large (agriculture et aquaculture), et ce, en matière d'organisation et d'appui technique (formation et vulgarisation)». Cet atelier, qui regroupe les différents acteurs de la filière agricole, est l'occasion de faire le point sur certaines initiatives d'acteurs du domaine en matière d'innovation ; il se veut aussi un moyen pour redéfinir les priorités d'action de l'ensemble des institutions chargées d'apporter un appui technique aux opérateurs économiques. Car, «un appui plus efficace (aux opérateurs économiques) apparaît aujourd'hui comme une des conditions essentielles de la réalisation de la sécurité alimentaire et de la diversification de l'économie».

Lors d'un point de presse, le ministre a déploré le mode opéra-

toire actuel et annonce qu'un nouveau modèle verra le jour. Il a fixé la date du 15 décembre 2015 pour les animateurs de l'atelier précité en vue de sortir avec des propositions concrètes. «Dans l'ancien système, il y a en son cœur le public avec toutes ses capacités.

Aujourd'hui, nous voulons rééquilibrer ce système en remettant en son cœur les opérateurs privés, le secteur public leur servira d'accompagnateur», a affirmé le ministre.

A titre d'exemple, Ferroukhi cite le cas concret d'un opérateur privé disposant d'un grand réseau d'éleveurs mais qui fait face à une mauvaise qualité du lait, son souhait est d'améliorer la productivité de ces éleveurs.

La nouvelle orientation à laquelle fait référence le ministre voudrait qu'on le laisse monter le système et à côté on l'encourage. Ainsi, il recrute lui-même des ingénieurs, les forme et entreprend un travail avec les éleveurs.

«L'opérateur privé aura ainsi accompli 90% du travail. Le sec-

teur public est disposé à lui assurer la formation de ses cadres. Ce qui n'était pas le cas dans la logique ancienne», note Ferroukhi. L'Etat a-t-il pour autant les moyens de sa mission ? Pour Sid-Ahmed Ferroukhi, ce n'est pas tant une question de moyens.

«Ma propre expérience m'a appris que, même de petites équipes peuvent être plus efficaces que les grandes équipes. Ce n'est pas le nombre qui fait l'efficacité, ce sont d'abord les leaders, la démarche, la qualité, les instruments et le management, ce sont ces facteurs-là qui font l'efficacité», relève-t-il, regrettant le manque de synergie entre les différents acteurs du secteur, entre les chercheurs d'un côté et les agriculteurs et autres exploitants agricoles.

«L'OAIC (Office algérien interprofessionnel des céréales) dispose aujourd'hui de 400 ingénieurs dans les différentes coopératives et exclusivement versés dans le volet lié à la production céréalière.

C'est vrai qu'il en faudrait 4 000, mais je ne suis pas sûr aujourd'hui qu'avec la méthode actuelle que ces 400 ingénieurs soient utilisés à 100% de leur potentiel», explique Ferroukhi.

Y. D.